



Communiqué de presse

PA 2022+ : La Suisse romande ne partage pas les vues du Conseil fédéral !

Suite à l'adoption le 1^{er} novembre dernier du rapport sur le futur de la politique agricole par le Conseil fédéral, le comité d'AGORA a analysé ce document à l'occasion de sa séance du jour. Il en ressort un refus clair et net vis-à-vis de la volonté du gouvernement d'utiliser l'agriculture comme monnaie d'échange dans le cadre des négociations internationales. De plus, AGORA s'étonne que les « sept sages » se permettent à ce point d'ignorer le signal nettement donné par le peuple et les cantons en faveur de la production indigène lors des dernières votations fédérales.

Le 24 septembre dernier, AGORA terminait son communiqué de presse concernant le magnifique résultat de la votation sur la sécurité alimentaire par cette phrase : « *AGORA et les organisations agricoles romandes attendent donc maintenant du Conseil fédéral, du Parlement et de l'administration fédérale qu'ils tiennent leurs engagements et ne trahissent pas la volonté exprimée aujourd'hui par le peuple suisse et les cantons.* » Près d'un mois plus tard, c'est une véritable gifle que le Conseil fédéral a donné mercredi dernier aux familles paysannes et au peuple suisse.

En effet, alors que les consommateurs suisses consacrent aujourd'hui déjà moins de 10% de leur budget à l'alimentation et que l'effet de ciseaux entre les prix à la production et à la consommation est une réalité, le gouvernement souhaite abandonner une bonne partie de la protection douanière. Or, comme les diminutions de revenus des agriculteurs ne sauraient être compensées par une hausse des paiements directs, l'ouverture des frontières engendrerait l'abandon partiel voire total de certaines productions et une forte accélération de l'évolution structurelle. Le modèle d'agriculture multifonctionnelle dont se targue notre pays serait donc remis en cause.

Ces prochaines années, de nombreux défis sont à anticiper : changements climatiques, pénurie des ressources, critiques croissantes contre l'utilisation de produits phytosanitaires et la détention animale, etc. En parallèle, la population suisse a clairement exprimé son souhait de conserver une alimentation principalement issue d'une production indigène durable. La future politique agricole PA 2022+ doit donc prendre en compte cette situation et non ressasser de vieilles idées ultralibérales.

On attribue à l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt la citation suivante : « *Celui qui a des visions devrait aller consulter son oculiste.* » Suite à la publication de la « *Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole* », AGORA ne peut qu'encourager le gouvernement à suivre ce conseil et rappelle que le futur de la politique agricole doit se construire avec les acteurs de la branche et non pas contre eux !

AGORA

Lausanne, le 8 novembre 2017

Renseignements : Laurent Tornay, président, 079/244.45.44
Loïc Bardet, directeur, 079/718.01.88